



Communiqué de Presse

Le Sommet de Copenhague a accouché d'une souris... même pas verte !

Même en l'absence d'un accord de long terme contraignant au Sommet de Copenhague, l'Assemblée des Régions d'Europe et ses régions n'abandonnent pas la lutte contre le changement climatique

Strasbourg (F), 21 décembre 2009.

*« Certes nous nous y étions préparés, mais notre déception est grande depuis vendredi. Les chefs d'Etat du monde entier ont raté une occasion historique d'enrayer le réchauffement climatique. Chacun a cherché à conserver ses avantages, et seules des offres frileuses ont été mises sur la table ». Tels ont été les propos de **Michèle SABBAN**, Présidente de l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE), au terme de la conférence sur le changement climatique à Copenhague.*

Le Sommet entre les 193 Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) n'a en effet débouché que sur un accord à minima : dénué de tout caractère contraignant, ce texte ne fixe par ailleurs aucune date butoir pour la conclusion d'un nouveau traité, et ce alors que le protocole de Kyoto arrivera à expiration en 2012. Les deux seules avancées consistent en la reconnaissance de l'importance d'une limitation de la hausse des températures à 2 degrés, et en l'affirmation d'un effort de solidarité envers les pays en développement (PED). Cet effort devrait prendre la forme d'une aide de 30 milliards par an jusqu'en 2012, puis de 100 milliards par an au-delà.

*« Je le répète, cette incapacité des Etats à conclure un accord ambitieux pour la planète n'entrave en rien notre détermination à aller de l'avant et à trouver les solutions les plus innovantes. Elle n'entame en rien notre engagement à nous fixer nous-mêmes des critères et des échéances pour l'accroissement de la fourniture et de l'utilisation d'énergies renouvelables dans nos territoires. J'ajouterais même que pour nous, Copenhague a été malgré tout une réussite, parce que s'y est produit le véritable acte de lancement d'une diplomatie des régions à l'échelle du monde », a ajouté Madame SABBAN. « **Le lancement du R20**, qui a vocation à organiser cette diplomatie émergente des territoires, constitue un événement majeur pour la vie internationale, et en changera la donne. L'ARE soutient évidemment cette initiative, et fera bénéficier de son expérience en matière de coopération interrégionale ».*

La Présidente de l'ARE a conclu son propos en remarquant que : *« finalement, l'un des enjeux de Copenhague a trouvé là une réponse : accord ambitieux ou pas, nombre d'acteurs se mettent déjà au travail, et produisent déjà le changement nécessaire. Nous n'attendrons certainement pas Mexico en décembre prochain pour agir ! ».* Grâce à la

mise en place de son 'Action tank' dans le courant de l'année 2010, l'ARE réunira toutes les forces vives, régions, Etats fédérés et acteurs économiques, afin de faire émerger des solutions pratiques pour les territoires. Un calendrier d'activité pour l'année 2010 est en cours d'élaboration.

Rappel des activités de l'ARE en matière d'énergie :

Première Journée de l'Energie des Régions d'Europe, Bruxelles, le 29 avril 2010 :
L'ARE et GE Energy instaurent une rencontre annuelle de collaboration entre des décideurs publics régionaux et des experts européens de l'énergie. Cette journée a pour objectif de proposer des réponses régionales aux défis énergétiques actuels et de préparer l'avenir de l'énergie en région pour les générations futures. Efficacité économique, sécurité des approvisionnements ou respect de l'environnement sont les enjeux majeurs auxquels les régions doivent faire face.

Audits par les pairs : selon cette méthode initiée par l'ARE, des représentants de régions membres se rendent chez leurs homologues et cherchent avec eux les solutions pour instaurer les mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique les plus adaptées à leur contexte.

Projet Interreg IVC **MORE4NRG** : l'ARE s'est associée à 11 régions partenaires dans le but de développer des stratégies énergétiques durables grâce à des échanges d'expérience. Cette initiative montre que les régions jouent un rôle clé dans le développement de politiques et réglementations visant à améliorer l'efficacité énergétique. Elles peuvent également fournir aux autorités nationales des informations sur ce qui se passe sur le terrain et évaluer la demande en énergie au niveau local.

Etude sur les politiques énergétiques menée fin 2009 par l'ARE auprès de ses membres selon laquelle 78% des régions membres* - 270 à ce jour - ont d'ores et déjà mis en place une politique climatique sur leur territoire. Les conclusions définitives de cette étude seront présentées à l'occasion de la Journée de l'Energie des Régions d'Europe.

Déclaration ARE-Fedarene (Fédération Européenne des Agences et des Régions pour l'Energie et l'Environnement) : depuis 2006, 96 régions européennes ont signé cette déclaration qui est un outil stratégique traduisant les vastes objectifs énergétiques en objectifs plus spécifiques et un engagement des régions sur des objectifs mesurables.

**66 régions de 24 pays y ont déjà répondu*

L'Assemblée des Régions d'Europe (ARE) est le plus large réseau indépendant des régions dans la grande Europe. Forte de plus de 270 régions issues de 33 pays et 16 organisations interrégionales, l'ARE est la voix politique de ses membres et un forum pour la coopération interrégionale.

Contact ARE

Francine Huhardeaux, Chargée de Presse & Communication, f.huhardeaux@aer.eu - Tel. : +33 3 88 22 74 49

